

CAMERA DEI DEPUTATI Doc. **XII-bis** N. 78

RACCOMANDAZIONE DELL'ASSEMBLEA DELL'UNIONE DELL'EUROPA OCCIDENTALE

II parte della 44^a Sessione Ordinaria
(Parigi, 30 novembre - 3 dicembre 1998)

Raccomandazione n. 639
sulle conseguenze politiche e giuridiche dell'allargamento dell'UEO
a paesi non firmatari del Trattato di Bruxelles modificato – Risposta
alla relazione annuale del Consiglio

Annunziata il 15 giugno 1999

L'ASSEMBLÉE,

(i) Déplorant vivement le retard d'une ampleur exceptionnelle avec lequel la deuxième partie du Quarante-troisième rapport annuel du Conseil est parvenue à l'Assemblée;

(ii) Constatant que le Conseil transmet régulièrement le projet de rapport annuel préparé par la présidence en exercice à l'ensemble des 28 pays membres, membres associés, observateurs et associés partenaires avant de l'adopter et estimant que cette

transmission implique que les pays non signataires du Traité puissent faire connaître, s'ils le souhaitent, leur avis sur tous les éléments de ce rapport par des moyens appropriés;

(iii) Rappelant que le Conseil, se fondant sur l'article IX du Traité, a toujours considéré que son rapport annuel ne faisait l'objet d'une adoption que par les dix pays signataires du Traité;

(iv) Prenant acte de la déclaration du Secrétaire général, le 4 mai 1998, selon

laquelle l'UEO dispose désormais des moyens militaires nécessaires à l'exécution des missions de Petersberg et de ce que la deuxième partie du Quarante-troisième rapport annuel, de même que la première partie du Quarante-quatrième sont de nature à confirmer, pour l'essentiel, cette déclaration;

(v) Constatant que la paralysie du Conseil, dès lors qu'il s'agit d'entreprendre de telles missions, rend difficile à l'opinion de saisir l'ampleur des mesures effectuées au titre de la réactivation de l'UEO;

(vi) Regrettant la lenteur avec laquelle s'établissent les procédures destinées à mettre les moyens de l'OTAN à la disposition de l'UEO en cas de nécessité opérationnelle;

(vii) Considérant que l'article J.4 du Traité de Maastricht, selon lequel l'UEO fait partie intégrante du développement de l'Union européenne, ne constitue pas une modification incidente du Traité de Bruxelles modifié parce que faire partie du développement d'une organisation ne revient pas à faire partie de cette organisation, comme les Etats concernés l'ont reconnu dans le Traité d'Amsterdam et comme le rappelle la réponse du Conseil à la Recommandation n[00f8] 626 de l'Assemblée;

(viii) Rappelant qu'en revanche, l'Assemblée constitue un élément constitutif de l'UEO et qu'elle fait donc partie intégrante du développement de l'Union;

(ix) Rappelant que le transfert de l'exercice de certaines compétences du Conseil de l'UEO à d'autres organisations internationales, notamment à l'OTAN en 1950, au Conseil de l'Europe par les Accords partiels du 16 novembre en 1959 et à la Communauté européenne, le 22 octobre 1970, n'a pas porté atteinte aux compétences de l'Organisation et qu'il appartient au Conseil de s'adresser aux organisations bénéficiaires de ces transferts pour leur demander un compte de la façon dont elles

ont exercé les compétences de l'UEO afin de répondre aux recommandations et aux questions que l'Assemblée transmet au Conseil, quand elles portent sur des compétences que le Traité de Bruxelles modifié a confiées à l'UEO et dont l'exercice a été transféré à d'autres organisations;

(x) Prenant acte de ce que, dans sa Déclaration d'Erfurt, le Conseil a souligné qu'il n'estimait pas le moment venu pour procéder à une révision du Traité de Bruxelles modifié;

(xi) Considérant que le Conseil a pleinement la capacité de prendre les mesures qu'il juge souhaitables en vue de l'application du Traité de Bruxelles modifié et du développement d'un ordre de paix et de sécurité en Europe, nonobstant le développement de ses relations avec l'OTAN et avec l'Union européenne;

(xii) Constatant que le Conseil n'entend pas modifier l'attribution des statuts de pays membres associés, observateurs et associés partenaires à l'UEO, ainsi qu'il l'indique dans sa réponse à la Recommandation n[00f8] 626, alors que les prérogatives afférentes à ces statuts ne cessent de s'étendre;

(xiii) Considérant que les déclarations successives du Conseil concernant les droits accordés aux pays membres associés, observateurs ou associés partenaires par l'Organisation constituent de véritables engagements internationaux, qui empêchent désormais, sauf déclarations formelles contraires, de considérer ces pays comme Etats tiers vis-à-vis du Traité de Bruxelles modifié;

(xiv) Constatant que les forces armées relevant de l'UEO ne disposent d'aucun statut en tant que telles;

(xv) Considérant que le renforcement des structures de l'UEO lui permettra de contribuer plus efficacement à une Europe de la sécurité et de la défense, même si l'intégration de l'UEO dans l'Union euro-

péenne, prévue par les Traités de Maastricht et d'Amsterdam, devait se réaliser dans des délais relativement brefs;

(xvi) Considérant que les graves problèmes juridiques soulevés par l'élargissement de l'UEO ne peuvent être résolus sans certains ajouts à la Convention du 11 mai 1955 afin d'étendre aux pays concernés la personnalité juridique interne de l'UEO et de leur assurer l'égalité de participation aux activités et opérations de l'UEO;

(xvii) Considérant que cette extension est rendue urgente par la prochaine accession de trois pays associés partenaires au statut de membres associés;

(xviii) Constatant que les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union européenne ont décidé, à Pörttschach, le 24 octobre 1998, de procéder à un nouvel examen des exigences de la sécurité et de la défense de l'Europe qui intéresserait l'UEO au premier chef,

RECOMMANDE AU CONSEIL

1. De faire connaître précisément à l'Assemblée:

(a) la fa on dont les pays qui ne sont pas signataires du Traité de Bruxelles modifié participent à la préparation du rapport annuel, avant qu'il soit adopté par les membres de plein droit;

(b) les avis des pays, signataires ou non du Traité de Bruxelles modifié, qui le demandent, quand ceux-ci divergent des opinions émises dans le rapport adopté par le Conseil à Dix, sous une forme appropriée;

(c) la substance, au moins des propositions qu'il a transmises à l'OTAN en vue de définir les attributions de l'IESD dans le cadre de l'OTAN;

(d) les mesures de droit interne prises par les Etats membres de l'OAEU pour que la personnalité juridique interne de l'UEO soit effectivement reconnue à tous les pays

membres du GAEO, par tous les pays membres de cet organe, conformément aux engagements qu'ils ont pris et que signalent les réponses aux Questions écrites nos 344 et 345;

(e) les mesures qu'il a prises pour déterminer la juridiction compétente dans le cas de violation des règles de droit applicables ou de dommages résultant d'activités militaires conduites par l'UEO, mesures dont il a reconnu dans sa réponse à la Question écrite no 350 qu'elles devaient être étudiées plus avant par les organes de l'UEO;

(f) les raisons pour lesquelles l'application des clauses de la Convention du 11 mai 1955 au Centre satellitaire de Torrejón paraît rencontrer des obstacles;

(g) la nature des attributions que le Conseil entend confier à l'Institut d'études de sécurité dès lors qu'il sera transformé en Académie;

(h) si la Direction de l'Etat-major militaire de l'UEO et les quartiers généraux des forces multinationales de l'UEO constituent des organes subsidiaires du Conseil et bénéficient, de ce fait, de la Convention du 11 mai 1955 sur le statut de l'UEO;

2. De s'adresser au Conseil de l'OTAN, ou à celui des autres organisations concernées, pour obtenir les éléments de ses réponses aux recommandations de l'Assemblée ou aux questions écrites de ses membres portant sur des questions relevant des compétences de l'UEO exercées par ces organisations;

3. De demander aux instances de l'Union européenne de répondre positivement aux invitations de l'Assemblée adressées à l'un de ses représentants pour intervenir devant elle à propos de questions concernant la politique étrangère et de sécurité commune de l'Union;

4. De faire savoir à l'Assemblée s'il considère qu'un pays non signataire du Traité de Bruxelles modifié peut se référer

à l'article VIII, paragraphe 3, du Traité pour demander la réunion immédiate du Conseil;

5. D'établir un protocole amendant la Convention du 11 mai 1955 aux seules fins d'application de cette Convention à l'égard des Etats membres associés, observateurs et associés partenaires de l'UEO, conformément à leurs statuts respectifs, en vue d'assurer l'effectivité d'exécution des décisions de l'UEO;

6. A cette fin, de charger sans délai un Comité d'experts de lui présenter une proposition en vue:

(a) de modifier l'article 1er de la Convention de manière à indiquer que « l'Organisation », telle qu'elle y est définie, a une composition élargie à des Etats membres associés, observateurs et associés partenaires, conformément au statut respectif de chacun d'entre eux;

(b) de préciser au même article que « le Conseil », « les organismes subsidiaires » et « l'Assemblée » comprennent désormais également les Etats membres associés, observateurs et associés partenaires, chacun selon son statut;

(c) de préciser, également à l'article 1er, que « les Etats membres » signifient à la fois les Hautes parties contractantes, les Etats membres associés, les observateurs et les associés partenaires, chacun selon son statut;

(d) d'élaborer, en s'inspirant du modèle de l'OTAN, une convention sur le statut des forces relevant de l'UEO et un protocole sur le statut des quartiers généraux internationaux, l'une et l'autre devant être soumis à l'adhésion des Hautes parties contractantes et des Etats membres associés, observateurs et associés partenaires de l'UEO.

N. B. Traduzione non ufficiale

Raccomandazione n. 639
sulle conseguenze politiche e giuridiche dell'allargamento dell'UEO
a paesi non firmatari del Trattato di Bruxelles modificato — Risposta
alla relazione annuale del Consiglio

L'ASSEMBLEA,

(i) Deplorando vivamente il ritardo di proporzioni eccezionali con il quale la seconda parte della Quarantatreesima relazione annuale del Consiglio è giunta all'Assemblea;

(ii) Constatando come il Consiglio trasmetta regolarmente il progetto di relazione annuale preparato dalla presidenza di turno all'insieme dei 28 paesi membri, membri associati, osservatori e associati partners prima di adottarla e ritenendo che tale trasmissione implichi che i paesi non firmatari del Trattato possano far conoscere, se lo desiderano, il loro parere su tutti gli elementi di tale relazione con mezzi opportuni;

(iii) Ricordando che il Consiglio, fondandosi sull'articolo IX del Trattato, ha sempre considerato che la sua relazione annuale era oggetto di un'adozione solo da parte dei dieci paesi firmatari del Trattato;

(iv) Prendendo atto della dichiarazione del Segretario Generale, il 4 maggio 1998, secondo la quale l'UEO dispone ormai dei mezzi militari necessari all'esecuzione delle missioni Petersberg e del fatto che la seconda parte della Quarantatreesima relazione annuale, nonché la prima parte della Quarantaquattresima sono in grado di confermare essenzialmente tale dichiarazione;

(v) Constatando come la paralisi del Consiglio non appena si tratti di intraprendere tali missioni renda difficile all'opinione pubblica di cogliere l'ampiezza delle misure poste in essere in base alla riattivazione dell'UEO;

(vi) Esprimendo rincrescimento per la lentezza con cui sono poste in essere le procedure destinate a mettere i mezzi della NATO a disposizione dell'UEO in caso di necessità operativa;

(vii) Ritenendo che l'articolo J.4 del Trattato di Maastricht, secondo cui l'UEO fa parte integrante dello sviluppo dell'Unione europea, non costituisca una modifica secondaria del Trattato di Bruxelles perché fare parte dello sviluppo di un'organizzazione non equivale a fare parte di tale organizzazione, come hanno riconosciuto gli Stati interessati nel Trattato di Amsterdam e come sta a ricordarlo la risposta del Consiglio alla Raccomandazione n. 626 dell'Assemblea;

(viii) Ricordando come viceversa l'Assemblea sia un elemento costitutivo dell'UEO e come essa abbia fatto parte integrante dello sviluppo dell'Unione;

(ix) Ricordando come il trasferimento dell'esercizio di talune competenze del Consiglio dell'UEO ad altre organizzazioni internazionali, in particolare alla NATO

nel 1950, al Consiglio d'Europa con gli Accordi parziali del 16 novembre nel 1959 e alla Comunità Europea, il 22 ottobre 1970, non sia stato lesivo delle competenze dell'Organizzazione e come spetti al Consiglio rivolgersi alle organizzazioni beneficiarie di tali trasferimenti per chiedere loro conto di come abbiano esercitato le competenze dell'UEO onde rispondere alle raccomandazioni e alle interrogazioni che l'Assemblea trasmette al Consiglio, quando esse vertono su competenze che il Trattato di Bruxelles modificato ha affidato all'UEO e il cui esercizio sia stato trasferito ad altre organizzazioni;

(x) Prendendo atto del fatto che, nella sua Dichiarazione di Erfurt, il Consiglio a sottolineato di non ritenere venuto il momento di procedere ad una revisione del Trattato di Bruxelles modificato;

(xi) Ritenendo che il Consiglio abbia piena capacità di prendere i provvedimenti che giudica auspicabili ai fini dell'applicazione del Trattato di Bruxelles modificato e dello sviluppo di un ordine di pace e di sicurezza in Europa, nonostante lo sviluppo delle sue relazioni con la NATO e con l'Unione europea;

(xii) Constatando come il Consiglio non intenda modificare l'attribuzione degli status di paesi membri ai paesi membri associati, osservatori o associati partners all'UEO, così come indica nella sua risposta alla Raccomandazione n. 626, mentre le prerogative relative a tali status vanno sempre più ampliandosi;

(xiii) Ritenendo che le varie dichiarazioni del Consiglio relative ai diritti concessi dall'Organizzazione ai paesi membri associati, osservatori o associati partners costituiscano veri impegni internazionali, che impediscono ormai, salvo dichiarazioni formali contrarie, di considerare tali paesi come Stati terzi rispetto al Trattato di Bruxelles modificato;

(xiv) Ritenendo che le forze armate facenti capo all'UEO non dispongano di alcuno status in quanto tali;

(xv) Ritenendo che il rafforzamento delle strutture dell'UEO consentirà a quest'ultima di contribuire più efficacemente ad un'Europa della sicurezza e della difesa, anche se l'integrazione dell'UEO nell'Unione europea, prevista dai Trattati di Maastricht e di Amsterdam, dovesse realizzarsi in tempi relativamente brevi;

(xvi) Ritenendo che i gravi problemi giuridici sollevati dall'allargamento dell'UEO non possano essere risolti senza talune aggiunte alla Convenzione dell'11 maggio 1955 onde estendere ai paesi interessati la personalità giuridica interna dell'UEO e garantire loro la pari partecipazione alle attività e operazioni dell'UEO;

(xvii) Ritenendo che tale estensione sia resa urgente dalla prossima accessione di tre paesi associati partners allo status di membri associati;

(xviii) Constatando come i Capi di Stato e di governo dell'Unione europea abbiano deciso, a Pörttschach, il 24 ottobre 1998, di procedere ad un nuovo esame delle esigenze della sicurezza e della difesa dell'Europa che rivestirebbe per l'UEO un altissimo interesse,

RACCOMANDA AL CONSIGLIO DI:

1. Far conoscere precisamente all'Assemblea:

(a) il modo in cui i paesi non firmatari del Trattato di Bruxelles modificato partecipino alla preparazione della relazione annuale, prima che essa sia adottata dai membri con pieni diritti;

(b) i pareri dei paesi, firmatari o non del Trattato di Bruxelles modificato, che ne facciano richiesta, quando essi divergano dalle opinioni formulate nella relazione adottata dal Consiglio a Dieci, in forma appropriata;

(c) la sostanza, almeno delle proposte da esso trasmesse alla NATO al fine di

definire le prerogative dell'IESD nell'ambito della NATO;

(d) le misure di diritto interno prese dagli Stati membri dell'OAEU affinché la personalità giuridica interna dell'UEO sia effettivamente riconosciuta a tutti i paesi membri del GAEO, da tutti i paesi membri di quest'organo, in aderenza agli impegni che hanno preso e che sono segnalati dalle risposte alle Interrogazioni scritte n. 344 e 345;

(e) le misure da esso prese per determinare la giurisdizione competente nel caso di violazione delle norme di diritto applicabili o di danni derivanti da attività militari condotte dall'UEO, misure che nella sua risposta all'Interrogazione scritta n. 350 ha riconosciuto dover essere studiate più approfonditamente dagli organi dell'UEO;

(f) i motivi per cui l'applicazione delle clausole della Convenzione dell'11 maggio 1955 al Centro satellitare di Torrejon sembra incontrare ostacoli;

(g) la natura delle prerogative che il Consiglio intende affidare all'Istituto per gli studi sulla sicurezza non appena sia trasformato in Accademia;

(h) se la Direzione dello Stato Maggiore militare dell'UEO e i quartieri generali delle forze multinazionali dell'UEO costituiscano organi sussidiari del Consiglio e beneficino, con ciò stesso, della Convenzione dell'11 maggio 1955 sullo status dell'UEO;

2. Rivolgersi al Consiglio della NATO, o a quello delle altre organizzazioni di pertinenza, per ottenere gli elementi delle sue risposte alle raccomandazioni dell'Assemblea o alle interrogazioni scritte dei suoi membri relative a questioni rientranti nelle competenze dell'UEO esercitate da tali organizzazioni;

3. Chiedere alle istanze dell'Unione europea di rispondere positivamente agli inviti dell'Assemblea rivolti ad uno dei rap-

presentanti per intervenire dinanzi ad essa a proposito di questioni inerenti la politica estera e di sicurezza comune dell'Unione;

4. Far sapere all'Assemblea se ritenga che un paese non firmatario del Trattato di Bruxelles modificato possa riferirsi all'articolo VIII, paragrafo 3, del Trattato per chiedere la riunione immediata del Consiglio;

5. Stilare un protocollo che emendi la Convenzione dell'11 maggio 1955 ai soli fini applicativi di detta Convenzione nei riguardi degli Stati membri associati, osservatori e associati partners dell'UEO, in conformità dei loro rispettivi status, onde garantire l'effettiva esecuzione delle decisioni dell'UEO;

6. Incaricare senza indugio, a tal fine, un Comitato di esperti di presentarle una proposta al fine di:

(a) modificare l'articolo 1 della Convenzione in modo da indicare che l'« Organizzazione », così come definita, ha una composizione allargata a Stati membri associati, osservatori e associati partners, ciascuno secondo il suo status;

(b) precisare nello stesso articolo che « il Consiglio », « gli organismi sussidiari » e l'« Assemblea » comprendono ormai anche gli Stati membri associati, osservatori e associati partners, ciascuno secondo il suo status;

(c) precisare, inoltre, all'articolo 1 che « gli Stati membri » stanno a significare a un tempo stesso le Alte parti contraenti, gli Stati membri associati, gli osservatori e gli associati partners, ciascuno secondo il suo status;

(d) elaborare, ispirandosi al modello della NATO, una convenzione sullo status delle forze facenti capo all'UEO ed un protocollo sullo status dei quartieri generali internazionali che dovranno essere entrambi sottoposti all'adesione delle Alte parti contraenti e degli Stati membri associati, osservatori e associati partners dell'UEO.